

Séance du 03 OCTOBRE 2019

Nombre de  
Conseillers élus :  
19

**Sous la présidence Monsieur Alain LECONTE Maire**  
Monsieur le Maire souhaite la bienvenue à tous les membres  
présents et ouvre la séance à 19 heures.

Nombre de  
Conseillers en fonction :  
19

Nombre de  
Conseillers présents :  
14

**Présents, Madame et Messieurs les Adjointes :** Véronique SCHWEITZER, Pascale DE FRANCESCHI, Jules GERBER et Philippe FUCHS. **Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux :** François DIETSCH, Fabrice EGUEMANN, Claude JAUFFRET, Pierre SPONY, Christine TOMASETTO, Jean-Paul WEHRLIN, Isabelle OLRÉ, Francis KOLB, Jocelyne VOGEL.

**Absents excusés et non représentés :**  
Madame Carole KIRCHHOFF

**Absents non excusés :**

**Ont donné procuration :**  
Madame Valérie FLURY à Madame Pascale DE FRANCESCHI  
Madame Catherine KLEE à Monsieur Pierre SPONY  
Madame Joelle RICHARD à Madame Véronique SCHWEITZER  
Monsieur Didier GAG à Monsieur Francis KOLB

**Secrétaire de séance :** Madame Pascale DE FRANCESCHI, Adjointe au Maire

SOUS-PRÉFECTURE  
14 OCT. 2019  
de MULHOUSE

#### **4. MISE EN PLACE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN (DPU)**

Monsieur le Maire expose :

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.210-1, L.211-1 à 7, L.213-1 à 18, R.211-1 à 8, R.213-1 à 30 ;

VU la délibération n°3 du 03/10/2019 par laquelle le conseil municipal a approuvé le plan local d'urbanisme (PLU) ;

CONSIDERANT que le code de l'urbanisme permet aux communes disposant d'un PLU approuvé d'instaurer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future,

CONSIDERANT que l'exercice de ce droit de préemption a pour objet de permettre la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement urbain tendant à :

- mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat ;
- réaliser des équipements collectifs ;
- permettre le renouvellement urbain ;
- sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels ;
- constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation des opérations ci-dessus.

**Le Conseil municipal, à l'unanimité des voix des membres présents et représentés,**

**DECIDE** d'instituer un droit de préemption urbain sur les zones urbaines et à urbaniser délimitées par le PLU et figurant sur le plan annexé à la présente ;

**DONNER** délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales et précise que les articles L.2122-17 et 19 dudit code sont applicables en la matière ;

**RAPPELLE** que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion légale dans deux journaux diffusés dans le département, conformément à l'article R211-2 du code de l'urbanisme ;

**RAPPELLE** que le périmètre du droit de préemption urbain sera annexé au dossier de PLU conformément à l'article R151-52 7° du code de l'urbanisme ;

**RAPPELLE** qu'un registre sur lequel sont transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L213-13 du code de l'urbanisme ;

Transmis à la Sous-Préfecture  
Reiningue, le 08 octobre 2019  
Le Maire

